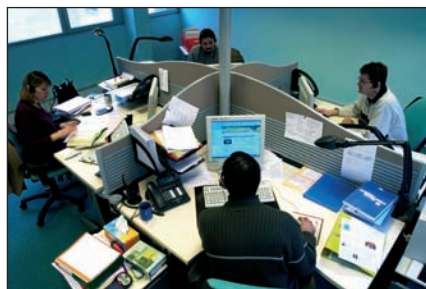


Une administration performante et efficace

« Notre ambition : faire de ce ministère le fer de lance de la réforme de l'État. »

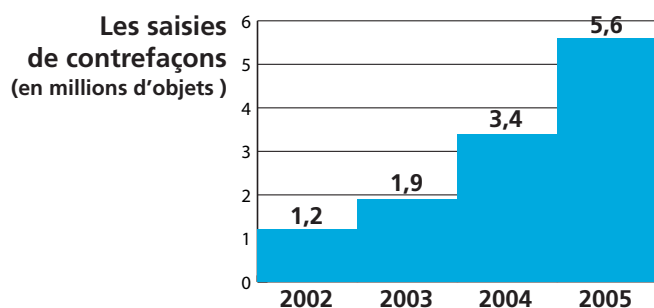
Jean-François Copé - intervention devant les cadres du Minéfi - 3 octobre 2006



Le Minéfi valorise la recherche de la performance et de l'efficacité, mouvement qui s'est amplifié avec la mise en œuvre de la Lolf.

Bercy s'engage sur des résultats

Des engagements précis de résultats d'activité ont été pris par les directions pour la période 2006-2008 notamment dans le cadre de leur contrat de performance.



Les contrats de performance ont été signés au printemps 2006 par la DGI, la DGCP, la Douane, la DGCCRF et la DGTPÉ (réseau international). Le contrat de l'INSEE, pour la période 2007-2009, sera signé début 2007.

• En matière de respect des obligations déclaratives et de recouvrement de l'impôt

Part des usagers professionnels s'acquittant dans le délai légal de leurs obligations déclaratives en matière de TVA (DGI)

Réalisé en 2005: 89,2 %
Objectif: **90,5 %** en 2008 soit environ 245 000 obligations déclaratives supplémentaires

Part des usagers particuliers respectant leurs obligations déclaratives en matière d'impôt sur le revenu (DGI)

Réalisé en 2005: 97,8 % - objectif: **98 %** en 2008 soit une augmentation d'environ 69 000 déclarants

Taux de recouvrement brut de l'impôt sur le revenu (DGCP)

Objectif: **97,9 %** en 2008

Taux de recouvrement contentieux des amendes et condamnations pécuniaires (DGCP)

Réalisé en 2005: 31,61 %
Objectif: **42 %** en 2008 (+33%)

• En matière de contrôle fiscal et douanier

Renforcer la chaîne de qualité du contrôle fiscal en mettant l'accent sur les dossiers de particuliers à fort enjeu et sur la lutte contre les fraudes les plus graves, notamment en matière internationale et d'activités occultes (DGI)

Objectif sur la période 2006-2008: **15 %** des contrôles effectués chaque année permettront de réprimer les fraudes les plus graves, caractérisées par la mise en œuvre de procédés frauduleux et avec un montant significatif de droits et de pénalités.

Renforcer la lutte contre les contrefaçons qui représentent 10 % du commerce mondial et font perdre à la France plusieurs dizaines de milliers d'emplois (Douane)

Réalisé en 2005: 287 M€ de saisies - objectif: **340 M€** en 2008 (+18%)

Renforcer la lutte contre les fraudes (trafic de stupéfiants, contrebande de tabacs, criminalité et crime organisé) (Douane)

- Réalisé en 2005: 275 M€ de saisies de stupéfiants
Objectif: **320 M€** en 2008 (+16%)
- Réalisé en 2005: 44 M€ (soit 172 tonnes) de saisies de tabacs
Objectif: **50 M€** (soit environ **196 tonnes**) en 2008 (+14%)

La Douane se fixe également pour objectif d'accroître la disponibilité opérationnelle de ses unités de surveillance en améliorant le pilotage et la programmation des interventions

Objectif: **70 %** en 2008

• En matière de comptabilité

Rénover la comptabilité de l'État en déclinant les nouvelles normes comptables de comptabilité d'exercice, en adaptant l'organisation de la fonction comptable, en rénovant certains processus clefs de la dépense et en consolidant le contrôle interne comptable (DGCP)

Contribuer à l'amélioration des comptes des collectivités locales et des établissements publics locaux en conduisant des plans d'action départementaux, en renforçant le contrôle interne comptable et en développant le partenariat avec les collectivités locales (DGCP)

• En matière de protection du consommateur

Renforcer l'activité de régulation concurrentielle, suivie à travers des objectifs de temps de travail et de taux de suites opérationnelles données aux indices de pratiques anticoncurrentielles (PAC) (DGCCRF)

Accroître l'efficacité et le nombre des contrôles dans les nouveaux secteurs sensibles, en particulier celui des produits industriels (DGCCRF)

• En matière de soutien au développement économique

Accompagner la montée en puissance des pôles de compétitivité par une programmation et une gestion efficace des appels à projets (DGE).

Une part essentielle des moyens mobilisés et financés par l'État sera consacrée aux secteurs stratégiques et aux projets qui intègrent de la recherche et du développement (R&D).

Renforcer l'appui d'Ubifrance (Agence française pour le développement international des entreprises) et du réseau des Missions Économiques (DGTPE) aux entreprises, pour accroître et diversifier les exportations. Cet objectif sera suivi au travers du nombre d'entreprises bénéficiant chaque année des prestations d'Ubifrance et du réseau international du Minéfi.

Participer en lien avec l'Agence française pour l'investissement international (AFII) à la promotion de l'attractivité du territoire français.

• En matière de statistiques et d'études économiques

Rénover les statistiques annuelles d'entreprises (projet RESANE de l'INSEE)

Rénover le système d'information de la base des personnes physiques pour rendre sa gestion plus efficace et moins coûteuse, et pour améliorer les services rendus aux administrations clientes (INSEE)

Objectifs:

- réduire le nombre de « jours anomalies » dans la comptabilité de l'État de **65 %** par rapport à 2005 d'ici 2008
- diminuer le délai global de paiement de l'État en le ramenant à **28 jours** en 2008, contre 32,2 jours en 2005

Objectif:

Faire progresser de **5 points** chaque année l'indice de suivi qualitatif des comptes locaux. Cet indice porte sur 4 champs: hauts de bilan, comptes de tiers, opérations dites complexes et délais de passation des opérations.

Réalisé en 2005: 20,7 % de temps consacré à la mission de régulation concurrentielle – objectif 2008 : **23 % (+11 %)**

Réalisé en 2005: 27 % de suites opérationnelles données aux indices de PAC – objectif 2008 : **33 % (+22 %)**

L'efficacité des contrôles sera mesurée par le taux de couverture des secteurs identifiés chaque année comme sensibles.

La proportion des aides du fonds de compétitivité des entreprises (FCE) consacrée aux secteurs stratégiques devra être supérieure à **70 %** sur la période 2006-2008.

Réalisé en 2005: 11 646 entreprises ont bénéficié de prestations d'Ubifrance et du réseau international du Minéfi
Objectif 2008 : **15 500 (+33 %)**

Le projet RESANE comprend trois principaux axes de modernisation: utiliser aussi systématiquement que possible les sources administratives, opérer une importante réingénierie des processus dans le traitement des données et élargir la production aux statistiques sur les groupes d'entreprises.

Le programme de modernisation se déroulera en deux phases:

- une opération de réingénierie des processus dans le traitement des données (2006-2008);
- le développement de la dématérialisation des transferts de données vers les partenaires de l'INSEE (à partir de 2008).

